

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 JUIN 2019**

JP/VA

**OBJET : 1.4. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – CONVENTION-CADRE  
MANDAT – MISE À NIVEAU OUVRAGES RÉFECTION VOIRIE**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six du mois de juin à quinze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLEARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 1.4. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – CONVENTION CADRE  
MANDAT – MISE À NIVEAU OUVRAGES RÉFECTION VOIRIE**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

La communauté de communes des Gorges de l'Ardèche projette la réalisation de travaux de réfection de voirie dans les mois à venir.

Des réseaux d'eau et d'assainissement du SEBA sont concernés par ces potentiels aménagements et notamment les mises à la côte d'ouvrages.

La communauté de communes dispose d'un accord cadre à bons de commande voirie avec la possibilité de réaliser ces mises à la côte.

Dans l'optique d'une meilleure coordination et d'un travail de qualité, la communauté de communes propose au SEBA la réalisation de ces travaux, via une convention de mandat cadre présentée et validée dans une précédente délibération. Il est également proposé que celle-ci soit utilisée dans de semblables opérations impliquant d'autres collectivités gérant la voirie.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **VALIDER** la proposition de déléguer la maîtrise d'ouvrage à toute collectivité gérant la compétence « voirie », pour les mises à la côte des ouvrages du SEBA dans le cadre de leurs travaux de voirie ;
- **VALIDER** la convention-cadre générale de mandat présentée en annexe ;
- **AUTORISER** le président à signer toute convention-cadre établie sur ce modèle.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

## **CONVENTION-CADRE DE MISSION DE MANDAT**

**ENTRE .....**

Envoyé en préfecture le 16/07/2019  
Reçu en préfecture le 16/07/2019  
Affiché le   
ID : 007-250700267-20190626-2019BS060032-DE

Entre :

....., représentée par M./Mme  
..... maire/président(e), agissant en qualité, en vertu d'une délibération du conseil municipal/communautaire, en date du ....., désigné ci-après par « la commune/communauté de communes »,  
d'une part,

et, :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représenté par son Président, M. Jean PASCAL, agissant en qualité en vertu d'une délibération du Bureau Syndical en date du .....,  
d'autre part,

### **IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

Dans le cadre de ses compétences, la commune/communauté de communes intervient régulièrement en réfection de chaussée sur les voies communautaires de son périmètre où sont implantées des conduites d'eau potable et d'assainissement du SEBA. Les organes des réseaux (regards de visite, de ventouse, bouches à clé et ouvrages annexes) peuvent se retrouver recouvert par de l'enrobé ou du bicouche.

Ces ouvrages (regards de visite, de ventouse, bouches à clé et ouvrages annexes) sont indispensables pour la continuité du service et le SEBA intervient donc rapidement après réfection de chaussée pour les mettre à niveau.

Cette démarche est souvent mal comprise par les usagers (travaux réseaux à la suite de travaux routier, découpe du revêtement neuf, nuisances sonores et auditives qui se poursuit dans la durée puisque deux chantiers se succèdent). Techniquement, une mise à la cote réalisée en même temps que le revêtement est plus sûre et durable dans le temps (moins d'affaissement, assise des ouvrages qui n'est pas « retravaillée » après réfection).

Ainsi, pour gagner en efficacité, l'intervention de l'entreprise de voirie réalisant à la fois le revêtement et la mise à la cote est proposée. Le cas échéant, cette formule peut aussi être mise en œuvre lorsque la commune/communauté de communes intervient en assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de ses communes membres, sous réserve de conventions spécifiques signées par ces dernières.

### **CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 – OBJET :**

Considérant l'intérêt de rationaliser la réalisation des travaux décrits ci-dessus, il est mis en place une convention cadre de mission de mandat entre la commune/communauté de communes et le SEBA, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la commune/communauté de communes en contrepartie d'une participation financière du SEBA pour la part lui incombant (mise à la cote des ouvrages du SEBA).

#### **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE RÉALISATION.**

La commune/communauté de communes informe le SEBA des travaux qu'elle envisage sous voirie communautaire, avec un plan précisant l'emprise des travaux.

Le SEBA s'engage, dans un délai maximum de trois semaines, à dénombrer ses ouvrages et indiquer le cas échéant si des travaux d'amélioration de réseaux sont à prévoir (changement de vannes, etc). Le cas échéant, le SEBA programme dans les meilleurs délais les dits travaux (non compris dans la présente convention) et informe la commune/communauté de communes de la date à laquelle ces travaux devraient être achevés.

Sur cette base, une fiche projet détaillée des travaux sera transmise par la commune/communauté de communes au SEBA pour validation, avant chaque démarrage de travaux. Le SEBA disposera d'un délai de deux semaines pour donner son accord express sur l'acceptation des travaux et sa prise en charge financière pour la part de travaux préalablement validée. La réalisation des travaux ne pourra commencer qu'après cet accord express, la fiche-projet valant alors annexe à la présente convention.

Les pièces à fournir dans la fiche-projet sont a minima :

- Un plan de localisation indiquant les voiries et l'emprise des travaux concernés,
- Un descriptif technique des travaux envisagés,

- Les noms, prénom et coordonnées de la personne responsable du projet à contacter
- Le nombre d'ouvrages concernés et l'estimation de la dépense à venir.

Envoyé en préfecture le 16/07/2019  
Reçu en préfecture le 16/07/2019  
Affiché le



ID : 007-250700267-20190626-2019BS060032-DE

### ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE :

Le montant de la participation financière du SEBA sera de 100 % des travaux lui incombant.

Les crédits nécessaires au financement de cette opération sont inscrits à l'opération n°104 et 204, au budget du SEBA.

### ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PAIEMENT :

Le SEBA s'engage à régler sa participation 1 mois après réception des titres de recettes correspondantes.

Sur demande de la commune/communauté de communes, le SEBA peut verser un acompte de 50 % à la signature de l'ordre de service des travaux de chaque tranche et le solde sur présentation du décompte général définitif de la tranche ou de la situation des travaux réalisés.

### ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE/COMMUNAUTÉ DE COMMUNES:

La commune/communauté de communes fera son affaire des éventuelles conséquences de l'application de la présente convention, notamment en ce qui concerne les marchés de travaux passés avec ses propres entreprises pour la mise à la cote des ouvrages.

### ARTICLE 5 – LITIGES :

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'un accord amiable entre les parties, le différent sera tranché par le Tribunal Administratif de LYON.

FAIT À ....., le .....

Le(a) maire/La président(e) de .....,

Le Président du SEBA,

M./Mme.....

M. Jean PASCAL